

## Résumé :

# Propositions pour une politique européenne de l'immigration

Si les tendances actuelles perdurent, l'Europe devra de plus en plus s'appuyer sur les immigrants pour équilibrer l'offre et la demande des marchés du travail et, plus généralement, pour alimenter sa croissance économique. Cette perspective figure explicitement dans l'Agenda de Lisbonne de l'Union européenne. Parallèlement, les migrations internationales à destination de l'Europe peuvent favoriser le développement économique des pays d'origine des migrants. Elles peuvent donc servir les objectifs européens de coopération au développement.

### *Une nouvelle conception de la migration pour le siècle nouveau (chapitre 2)*

Contrairement à la croyance populaire, les intérêts des principaux acteurs des migrations internationales — pays d'origine, pays d'accueil et migrants eux-mêmes — ne sont pas forcément contradictoires. Bien sûr, il faut des compromis, mais des partenariats croisés permettraient de maximiser les bénéfices et de réduire les risques associés aux migrations internationales. Pour finaliser de tels partenariats, les gouvernements doivent entreprendre des réformes politiques difficiles, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. En outre, ils doivent développer, en consultation avec leurs ressortissants, de nouvelles manières de penser le phénomène de la migration. Dans la plupart des cas, les réformes politiques et la restauration de la confiance iront de pair : ainsi, la lutte contre l'immigration illégale et clandestine est-elle non seulement un objectif politique indispensable, mais aussi un moyen de retrouver une influence sur la perception par l'opinion publique européenne du processus migratoire.

En se fondant sur les analyses approfondies du projet « Les gains issus de la migration », ce rapport présente un ensemble de propositions politiques susceptibles d'aider les pays européens et les pays d'origine des migrants à réformer leur gestion du système émergent de mobilité de la main-d'œuvre. Ce rapport formule des propositions détaillées dans quatre domaines généraux : les politiques relatives aux marchés du travail européens, les politiques d'intégration sociale des immigrants en Europe, les politiques de coopération au développement de leurs pays d'origine et, enfin, des initiatives pour favoriser et mobiliser les réseaux des diasporas.

Notre message général est que le nouveau système de mobilité ne doit pas être envisagé comme un système d'*immigration* mais plutôt comme un système émergent de mobilité internationale de la main-d'œuvre. Ceux qui sont en charge de ce nouveau système doivent avoir la volonté de l'organiser. Plus précisément, ils devront :

- expliquer clairement aux migrants ce qui est attendu d'eux et ce qu'ils peuvent espérer ;
- être déterminés à expliquer aux électeurs la logique et le raisonnement qui sous-tendent les politiques d'immigration et à défendre le nouveau système contre ses détracteurs ;
- traiter les migrants et leurs pays d'origine comme des partenaires à part entière dans la gouvernance du système de mobilité ;
- être disposés à réviser leurs positions sur l'immigration pour qu'elles soient en phase avec l'évolution du contexte et les résultats des évaluations en cours.

### ***Migration et emploi : les politiques d'accès au marché du travail (chapitre 3)***

La demande européenne de main-d'œuvre immigrée qualifiée, peu qualifiée ou semi qualifiée va probablement augmenter. Ces différents types de migration nécessitent toute une gamme de politiques pour régler l'accès aux marchés du travail européens — ces politiques devant être à la fois transparentes, réactives et cohérentes.

Ce rapport contient quatre ensembles de propositions relatives à l'accès au marché du travail.

- D'abord, le nouveau système de mobilité nécessitera un système intégré de suivi des migrations pour fournir un suivi effectif des flux. C'est seulement

à cette condition que les migrants et les employeurs qui respectent les règles pourront tirer bénéfice d'un accès continu au système de mobilité.

- Deuxièmement, les politiques d'accès au marché du travail doivent encourager les migrations circulaires pour les travailleurs qui appartiennent à des catégories professionnelles sensibles et qui n'envisagent pas un séjour définitif.
- Troisièmement, les pays européens doivent harmoniser leurs politiques de sorte que des catégories données de travailleurs qualifiés bénéficient de conditions analogues d'accès aux marchés du travail dans tous les pays.
- Quatrièmement, les politiques relatives au marché du travail et à la citoyenneté doivent être attractives pour les travailleurs (qualifiés ou non) qui répondent aux besoins des marchés du travail européens et qui souhaitent obtenir, à terme, la sécurité et la stabilité que procurent le séjour permanent et la citoyenneté.

### *Migration et cohésion sociale : favoriser l'intégration (chapitre 4)*

Dans la seconde moitié du vingtième siècle, il est devenu de plus en plus pressant pour les pays européens d'intégrer les immigrés dans la vie sociale. Mais les ressources consacrées à cette entreprise n'ont pas toujours été à la hauteur de la tâche. Aujourd'hui, l'intégration est à juste titre conçue comme un ensemble de politiques et de pratiques permettant aux sociétés de combler l'écart entre les performances des ressortissants d'origine et celles des immigrés (ainsi que de leurs descendants).

Pour réaliser cette intégration, les décideurs politiques doivent faire face à trois priorités immédiates :

- En premier lieu, les pays européens doivent offrir un accès ouvert et équitable au marché du travail pour tous les immigrés et leurs familles, et ce le plus tôt possible dans le processus d'immigration. En effet, l'intégration économique détermine fortement l'intégration sociale.
- Ensuite, les pays européens doivent permettre à tous les membres des familles immigrées d'avoir accès au système éducatif, ainsi qu'à des cours de langue et à d'autres formations, aussi tôt que possible dans le processus d'immigration.
- Enfin, les États européens doivent trouver les moyens de favoriser la participation des immigrés à la vie politique et sociale de leurs nouveaux pays.

## ***Migrations et développement : des partenariats pour la gestion de la mobilité (chapitre 5)***

Les migrations à destination des pays européens peuvent favoriser le progrès économique et social des pays d'origine, à condition d'améliorer la gestion du processus aussi bien dans les pays européens que dans les pays d'origine.

Pour y parvenir, cette étude propose quatre recommandations politiques d'ordre général :

- Premièrement, les pays européens doivent réviser leurs politiques migratoires en veillant à leur cohérence avec les objectifs de la coopération au développement. Ils doivent donc s'assurer que les pays en développement tirent un meilleur bénéfice des flux migratoires.
- Deuxièmement, les pays en développement sont encouragés à intégrer les questions relatives à l'émigration et aux transferts de fonds des émigrés dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Dans le cadre de leurs politiques de coopération au développement, les pays européens peuvent pour leur part aider les pays en développement à renforcer leur capacités et leur fournir d'autres formes d'aide.
- Troisièmement, à la fois au niveau national et au niveau de l'Union européenne, les structures organisationnelles de la gestion de l'immigration doivent être réformées, afin d'améliorer les mécanismes de communication et de recherche du consensus entre les ministères et les directions.
- Quatrièmement, l'UE et ses États membres doivent rechercher une plus grande cohérence entre les différents domaines politiques et renforcer les synergies entre les politiques migratoires et les politiques relatives au commerce (y compris les services), à la sécurité et au développement. Conformément au consensus pour le développement de l'UE, cette mise en cohérence doit également concerner la politique de l'emploi, l'objectif de « travail décent » et les dimensions sociales de la mondialisation.

## ***Promouvoir les réseaux de la diaspora (chapitre 6)***

À cheval entre les pays d'origine et les pays d'accueil, les réseaux des diasporas peuvent jouer un rôle actif dans l'amélioration des performances du marché du travail, l'intégration économique et sociale, ainsi que dans le développement économique des pays d'origine.

La présente étude fait trois propositions concrètes au sujet des réseaux de la diaspora :

- Une aide importante — financière et technique — doit être apportée aux organisations et aux réseaux d'immigrés, et ce de manière équitable et transparente.
- Les organisations d'immigrés doivent être intégrées au processus de délibération politique, afin d'améliorer les politiques relatives au marché du travail, à l'intégration et à la coopération au développement.
- Les politiques de co-développement mobilisant les ressources et les compétences des membres des réseaux d'immigrés doivent tout particulièrement être renforcées pour améliorer l'efficacité de la coopération au développement.

## Bibliographie

- AARTS, R., G. EXTRA et K. YAĞMUR (2004), "Multilingualism in The Hague", in G. EXTRA et K. YAĞMUR (dir. pub.), *Urban Multilingualism in Europe. Immigrant Minority Languages at Home and School*, pp. 193–220, Multilingual Matters, Clevedon.
- ABELLA, M. (2006), "Policies and Best Practices for Management of Temporary Migration", UN/POP/MIG/SYMP/2006/03, Symposium international des Nations unies sur les migrations internationales et le développement, Turin.
- BANQUE MONDIALE (2006), *Perspectives pour l'économie mondiale*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- BORODAK, D. (2006), « Migration et développement économique en Moldavie », Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- CAVOUNIDIS, J., N. GLYTSOS et T. XENOIANI (2002), "Migration in Greece", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- CNUCED (2003), *Increasing the Participation of Developing Countries through Liberalization of Market Access in GATS Mode 4 for Movement of Natural Persons Supplying Services*, Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Genève.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2004), « Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur » (présentée par la Commission), Commission des Communautés européennes [SEC (2004) 21], Bruxelles, 13.1.2004, COM(2004) 2 final.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2005a), « Programme d'action relatif à l'immigration légale », COM(2005)669 final. Disponible sur : [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2005/com2005\\_0669fr01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2005/com2005_0669fr01.pdf).
- COMMISSION EUROPÉENNE (2005b), « Programme commun pour l'intégration : Cadre relatif à l'intégration des ressortissants de pays tiers dans l'Union européenne ». Disponible sur : [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2005/com2005\\_0389fr01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2005/com2005_0389fr01.pdf).

- COMMISSION EUROPÉENNE (2005c), « Migration et développement », (COM/2005/0390). Disponible sur : <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:52005DC0390:EN:NOT>.
- COMMISSION EUROPÉENNE, Direction générale pour la justice, la liberté et la sécurité (2007a), *Manuel sur l'intégration à l'intention des décideurs politiques et des praticiens*. Disponible sur : [http://ec.europa.eu/justice\\_home/doc\\_centre/immigration/integration/doc/2007/handbook\\_2007\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/justice_home/doc_centre/immigration/integration/doc/2007/handbook_2007_fr.pdf).
- COMMISSION EUROPÉENNE (2007b), « Migrations circulaires et partenariats pour la mobilité entre l'Union européenne et les pays tiers », Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, COM(2007)248. Disponible sur : [http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007\\_0248fr01.pdf](http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/site/fr/com/2007/com2007_0248fr01.pdf).
- CONSEIL EUROPEEN (TAMPERE) (1999), « Conseil européen de Tampere, 15 et 16 Octobre 1999, conclusions de la présidence ».
- CONSEIL EUROPEEN (2003), *Statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée*, Directive du Conseil européen 2003/109/EC.
- CONSEIL EUROPEEN (2004a), « Le programme de La Haye : renforcer la liberté, la sécurité et la justice dans l'Union européenne ».
- CONSEIL EUROPEEN (2004b), « Conditions d'entrée et de séjour des ressortissants des pays tiers à des fins d'études, d'échange d'élèves, de formation non rémunérée ou de volontariat », 2004/114/EC. Disponible sur : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l33163a.htm>.
- CONSEIL EUROPEEN (2005), « Admission et séjour des chercheurs étrangers », directive du Conseil européen 2005/71/EC. Disponible sur : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/i23023.htm>.
- CRUL, M. (2007), *Pathways to Success for the Children of Immigrants*, Migration Policy Institute, Washington, D.C.
- DAYTON-JOHNSON, J. et L.T. KATSELI (2006), « Migration, aide et commerce : plus de cohérence en faveur du développement », *Cahier de politique économique* n° 28, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- DE HAAS, H. (2006), "Engaging Diasporas: How Governments and Development Agencies Can Support Diaspora Involvement in the Development of Origin Countries", étude préparée par Oxfam Novib, La Haye.
- ENTZINGER, H. (2004), *Integration and Orientation Courses in a European Perspective*, Rapport d'expertise rédigé pour le Sachverständigenrat für Zuwanderung und Integration, Rotterdam. [http://www.bamf.de/template/zuwanderungsrat/expertisen/expertise\\_entzinger.pdf](http://www.bamf.de/template/zuwanderungsrat/expertisen/expertise_entzinger.pdf).
- ESSER, H. (2006), *Migration, Sprache, Integration*, AKI-Forschungsbilanz 4. Berlin: Arbeitsstelle interkulturelle Konflikte und gesellschaftliche Integration (Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung). Disponible sur : [www.aki.wz-berlin.de](http://www.aki.wz-berlin.de).

- EUROSTAT (2005), *European Labor Force Survey*, modules ad hoc.
- FINDLAY, A.M. (2006), "Brain Strain and Other Social Challenges Arising from the UK's Policy on Attracting Global Talent" in C. KUPTSCH et P.E. FONG (dir. pub.), *Competing for Global Talent*, Institut international d'études sociales, Organisation internationale du travail, Genève, et Wee Kim Wee Centre, Singapore Management University.
- FONTAGNÉ, L. et N. PÉRIDY (2006), "Morocco: Trade and Migration", non publié, Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- FREIJE, S. (2006a), "Migration and Trade Between Mexico and Central America: Policy Coherence for Development: Mexico/Central America Case Study", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- FREIJE, S. (2006b), "Guatemala/Honduras: Migration and Trade", non publié, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- GLYTSOS, N. (2005), "Stepping from Illegality to Legality and Advancing towards Integration: The Case of Immigrants in Greece", *International Migration Review*, Vol. 39, hiver, pp. 819-840.
- GRIFFITHS, D. (2003), *English Language Training for Refugees in London and the Regions*, Rapport en ligne 14/03, Home Office, Londres.
- GUBERT, F. et M. RAFFINOT (2006), « Mali: aide et migrations », non publié, Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- HAMDOUCHE, B. (2006), « Les Migrations: une analyse économique », non publié. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- HOLZMANN, R., J. KOETTL et T. CHERNETSKY (2005), "Portability Regimes of Pension and Health Care Benefits for International Migrants : An Analysis of Issues and Good Practices", Social Protection Discussion Series n° 0519, Banque mondiale, Washington, D.C.
- ICDUGYU, A. (2006), "Case Study on Turkey", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- ISKANDER, N. (2005), « Pratique sociale et projet productif : l'expérience *tres por uno* (trois pour un) au Zacatecas, Mexique », in OCDE, *Migration, transferts de fonds et développement*, OCDE, Paris, pp.249-264.
- JANDL, M. (2004), "The Estimation of Illegal Migration in Europe", *Studi Emigrazione/ Migration Studies*, Vol. XLI, n° 153, mars 2004, pp. 141-155.
- KAPUR, D. (2007), "Costs and Benefits of Migration for India", non publié, Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).



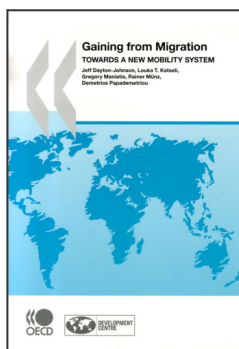
- KATSELI, L. (2007), "EU Policy Coherence on Security and Development: a New Agenda for Research and Policy Making", in H.G. BRAUCH (dir.pub.), *Institutional Security Concepts Revisited for the 21st Century*, chapitre 60, Springer Verlag, Berlin.
- KATSELI, L., R. LUCAS et T. XENOBIANI (2006a), « Politiques migratoires et développement : une perspective européenne », *Cahiers de politique économique* n° 30, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- KATSELI, L., R. LUCAS et T. XENOBIANI (2006b), "Effects of Migration on Sending Countries: What Do We Know?", *Working Paper* n° 250, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- LONDON DEVELOPMENT AUTHORITY, *Procurement Code*, 2004. Disponible sur : <http://www.lda.gov.uk/server/show/ConWebDoc.316>.
- LUCIAK, M. (2004), *Migrants, Minorities and Education. Documenting Discrimination and Integration in 15 member states of the European Union*, Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, Luxembourg.
- MARKOVA, E. (2006a), "Gaining from Migration : Albania Case Study", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- MARKOVA, E. (2006b), "Gaining from Migration : Bulgaria Case Study", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- MARTIN, P. (2006), "Managing Labour Migration: Temporary Worker Programmes for the 21st Century", UN/POP/MIG/SYMP/2006/07, Symposium international des Nations unies sur les migrations internationales et le développement, Turin. Informations disponibles sur le site : <http://www.un.org/esa/population/migration/turin/index.html>.
- MARTINIELLO, M. (2006), "What are the Requirements for Migrants' Effective Integration?", non publié, Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- MEISSNER, D., D. MEYERS, D. PAPADEMETRIOU et M. FIX (2006), *Immigration and America's Future : A New Chapter*, Migration Policy Institute, Washington, D.C.
- MÜNZ, R., T. STRAUBHAAR, F. VADEAN et N. VADEAN (2006a), "The Costs and Benefits of European Immigration", Centre de développement de l'OCDE, Paris et Hamburg Institute of International Economics, Hamburg. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- MÜNZ, R., T. STRAUBHAAR, F. VADEAN et N. VADEAN (2006b), "What are the Migrants' Contributions to Employment and Growth? A European Approach", document préparé pour le Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).

- NATIONS UNIES (2006), *Trends in Total Migrant Stock: the 2005 Revision*, United Nations, POP/DB/MIG/REV.2005. Données disponibles sur le site : <http://esa.un.org/migration>.
- OCDE (2004), *Apprendre aujourd'hui, réussir demain – Premiers résultats de PISA 2003*, OCDE, Paris.
- OCDE (2005), Base de données sur les immigrants et les expatriés, OCDE, Paris.
- OCDE (2006), *Perspectives des migrations internationales*, OCDE Paris.
- OCDE (2007a), *La cohérence des politiques au service du développement 2007: Migrations et pays en développement*, Perspectives du Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- OCDE (2007b), *Perspectives des migrations internationales*, OCDE Paris.
- OKÓLSKI, M. (2006), "Costs and Benefits of Migration for Central European Countries", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- O'LEARY, N., P. MURPHY, S.J. DRINKWATER et D. BLACKABY (2001), "English Language Fluency and the Ethnic Wage Gap for Men in England and Wales", *Economic Issues* 6, n° 1, pp. 21-32.
- OLIVIÉ, I., A. SORROZA et H. JÁCOME (2006), "Ecuador: Migration and FDI", non publié, Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- PAPADEMETRIOU, D. et D. MEISNER (2006), "New Migration Thinking for a New Century", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- PAPADEMETRIOU, D. et YALE-LOEHR, S. (1996), *Balancing Interests: Rethinking the U.S. Selection of Skilled Immigrants*, Carnegie Endowment for International Peace et The Brookings Institution, Washington, D.C.
- QUARTEY, P. (2006), "Migration, Aid and Development – A Ghana Country Case Study", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- RANNVEIG AGUNIAS, D. et K. NEWLAND (2007), "Circular Migration and Development: Trends, Policy Routes, and Ways Forward", *Policy Brief*, Migration Policy Institute, Washington, D.C. Informations disponibles sur le site : [http://www.migrationpolicy.org/pubs/MigDevPB\\_041807.pdf](http://www.migrationpolicy.org/pubs/MigDevPB_041807.pdf).
- REYNERI, E. (2004), "Education and the Occupational Pathways of Migrants in Italy", *Journal of Ethnic and Migration Studies* 30, n° 6. pp. 1145–62.
- RINDOKS, A., R. PENNINX et J. RATH (2006), "Gaining from Migration: What Works in Networks? Examining economically related benefits accrued from greater economic linkages, migration processes, and diasporas", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).

- SIJLBING, I. (2005), "The Netherlands", in R. SÜSSMUTH et W. WEIDENFELD (dir. pub.), *Managing Integration: The European Union's Responsibility Toward Immigrants*. Bertelsmann Foundation et Migration Policy Institute, Washington, D.C.
- SPENCER, S. et B. COOPER, (2006), "Social Integration of Migrants in Europe: A Review of the European Literature 2000-2006", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- SPENCER, S. et A. DI MATTIA (2004), "Introductory Programmes and Initiatives for New Migrants in Europe", *Policy Brief*, in *Ministerial Integration Conference on 'Turning Principles into Actions'* pp. 9–31, Migration Policy Institute et Ministère de la Justice des Pays-Bas, Groningen, 9–11 novembre.
- SRISKANDARAJAH, D. et C. DREW, (2006), *Brits Abroad: Mapping the Scale and Nature of British Emigration*, Institute for Public Policy Research, Londres.
- STARK, O., S. FAN, E. KEPINSKA et M. MICEVESKA (2006), "Seasonal Migration", Centre de développement de l'OCDE, Paris. Informations disponibles sur le site : [www.oecd.org/dev/migration](http://www.oecd.org/dev/migration).
- SUWA-EISENMANN, A. et T. VERDIER (2006), "The Coherence of Trade Flows and Trade Policies with Aid and Investment Flows", *Working Paper n° 254*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.
- URTH, H. (2005), "Draft Synthesis Report on Policies Concerning the Integration of Immigrants", in R. SÜSSMUTH et W. WEIDENFELD (dir. pub.), *Managing Integration: The European Union's Responsibility Toward Immigrants*, Bertelsmann Foundation et Migration Policy Institute, Washington, D.C.
- VAN OURS, J.C. et J. VEENMAN (2001), "The Educational Attainment of Second Generation Immigrants in the Netherlands", discussion paper n° 297. Institut zur Zukunft der Arbeit (IZA), Bonn.
- VERTOVEC, S. et S. WESSENDORF (2004), *Migration and Cultural, Religious, and Linguistic Diversity in Europe : An Overview of Trends and Issues*, International Migration, Integration and Social Cohesion, Amsterdam.
- WARREN, S. (2006), "Integration of New Migrants : Education", in S. SPENCER (dir. pub.), *New Migrants and Refugees: Review of the Evidence on Good Practice*, Home Office/Compas, Londres.
- WINTERS, L.A., T.L. WALMSLEY, Z.K. WANG et R. GRYNBERG, (2003), "Negotiating the Temporary Movement of Natural Persons: An Agenda for the Development Round", *The World Economy*, Vol. 26 (8), pp.1137-1162.
- WITHOL DE WENDEN, C. (2005), "A French Perspective", in R. SÜSSMUTH et W. WEIDENFELD (dir. pub.), *Managing Integration: The European Union's Responsibility Toward Immigrants*, Bertelsmann Foundation et Migration Policy Institute, Washington, D.C.
- XENOBIANI, T. (2006), "Policy Coherence for Development: A Background Paper on Migration Policy and its Interactions with Policies on Aid, Trade and FDI", *Working Paper n° 249*, Centre de développement de l'OCDE, Paris.

## Table des matières

Préface .....	9
Résumé : Propositions pour une politique européenne de l'immigration .....	11
<i>Chapitre 1</i> Introduction : Emplois et confiance .....	17
<i>Chapitre 2</i> Une nouvelle conception de l'émigration pour le siècle nouveau.....	21
<i>Chapitre 3</i> Migrations et emploi : les politiques d'accès au marché du travail	43
<i>Chapitre 4</i> Migrations et cohésion sociale : favoriser l'intégration.....	57
<i>Chapitre 5</i> Migrations et développement : des partenariats pour gérer la mobilité	71
<i>Chapitre 6</i> Promouvoir les réseaux d'émigrés .....	85
<i>Annexe</i> Liste des résultats.....	89
Bibliographie.....	91



Extrait de :  
**Gaining from Migration**  
Towards a New Mobility System

Accéder à cette publication :  
<https://doi.org/10.1787/9789264037410-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

Dayton-Johnson, Jeff, *et al.* (2007), « Résumé : Propositions pour une politique européenne de l'immigration », dans *Gaining from Migration : Towards a New Mobility System*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264037434-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).